



Grand débat  
Réunion locale  
Organisée par le conseil citoyen de Vandoeuvre (CCV)  
Le 11 mars 2019, à 19 h 00  
Salle Pagode, allée de Marken

Environ 40 participants : habitant très majoritairement Vandoeuvre ; majoritairement le QPV des Nations ; 4 élus d'opposition étaient présents ; parité hommes / femmes ; moyenne d'âge élevée (55 ans ?)

L'association Citoyens & Territoires a animé la rencontre, avec la coopération de membres du conseil de développement durable de la Métropole du Grand Nancy, et de membres du conseil citoyen de Vandoeuvre

Un membre du CCV ne pouvant se rendre présent ce jour à nos côtés, a tenu à contribuer au grand débat par écrit. Sa contribution est ajoutée à la suite de ce compte rendu de réunion, durant laquelle les échanges se sont déroulés en ateliers thématiques. Ce qu'il en est ressorti suit ci-dessous.

Les impositions, la fiscalité, ne sont pas toujours proportionnels aux revenus des gens (ex : TVA).

**Pistes :**

- Penser + de justice fiscale
- Attention aux effets de seuil

Les banques, comme bien d'autres structures, entreprises qui vivent du commerce, voire des bailleurs, abusent de la faiblesse et/ou de l'ignorance des individus qui, seuls, n'osent pas se défendre lorsqu'ils se rendent compte d'avoir été abusés, sauf parfois, lorsqu'ils sont acculés, lorsqu'ils se retrouvent « au bord du gouffre ». Il faut alors être très déterminé, car on se retrouve souvent seul dans de telles « galères ». L'action collective a du mal à se mettre en œuvre. Là où l'action collective se met en branle plus facilement, c'est lorsqu'il y a des démarches communautaires.

**Pistes :**

- Changer de regard sur le développement communautaire. Ne pas le voir d'un mauvais œil, au contraire, il constitue souvent une première base, un socle, indispensables à l'épanouissement des individus, pour garder pied, et à leur mieux être dans la société en général.
- Communiquer sur l'utilité, les avantages du collectif, sur les revers de l'action individuelle, sur les possibilités existantes.
- Valoriser le collectif, parfois même, aux dépens de la valorisation de l'individu et de sa volonté de posséder tout pour lui. Ainsi, valoriser le partage des biens (voiture, espaces...), valoriser le marché de l'occasion ...
- Lever certains obstacles à l'emprunt immobilier pour les ménages aux revenus modestes, certes, mais garantis

Solliciter l'octroi d'aides auxquelles on a droit donne souvent l'impression de quémander ; c'est avilissant d'étaler publiquement et sans arrêt ses difficultés (« je ne veux plus être aidé... je serais capable de demander, mais je suis dégoûté »)

**2 pistes** pour éviter ce sentiment et le non recours à certains droits :

- Unifier les dossiers des personnes, des familles
- Systématiser l'accès aux droits (ne pas le conditionner à de telles démarches)
- Informer aussi sur les aides existantes, en particulier, par exemple, les allègements fiscaux en cas de dons (même à sa famille, à une association quelconque...) ; ou essaimer les aides aux entreprises dédiées à la prise en charge du coût du transport en commun pour leurs salariés

**Divers :**

- Sans voiture, vous ne pouvez pas travailler car les transports en commun (coûts, dessertes, horaires) ne sont pas adaptés aux besoins
- La retraite ? tous les gouvernements nous en surent une part, qui une demi-part de la pension des veufs et veuves, qui nous impose,...

## UNE TABLEE SERVICES PUBLICS ET INSTITUTIONS

### Les personnes à mobilité réduite (PMR) :

Appliquez la loi de 2005 svp !! (la loi de 2015 a aboli toutes sanctions, et a donc aboli toutes formes d'incitations). Les PMR ont besoin d'aide et d'accompagnement tout au long de la vie, tant dans la vie quotidienne que dans les loisirs... Il faut revaloriser les montants des aides à la personne.

Que signifie un « logement adaptable », notion apparue dans une récente loi, qui se différencie de « logement adapté » ?... et qui nous inquiète vivement.

### L'accès aux droits fondamentaux :

Penser des modes de tarifications des biens communs (eau, gaz, électricité) qui permettent à tous l'accessibilité au minimum vital, et qui envisage une progressivité des tarifs, voire des surcoûts pour celles et ceux qui consomment au-delà de ces minimums vitaux.

Développer la mixité sociale et éviter la concentration et la constitution de poches de difficultés sur des territoires : paupérisation de territoires, primo-arrivants ghettoisés

### La santé :

Développer une meilleure information autour des droits (CMU, CMU-C, voire CCAS...) auprès des populations les plus en besoin (jeunes, familles monoparentales...). Intégrer l'éducation à la santé à l'école.

Les services publics : clarifier les compétences des collectivités et services de l'Etat, et déployer des efforts de pédagogie pour les expliquer et/ou envisager un lieu de « tri », de « réorientation » vers les bons services (ex : en mairie ?).

Attention à la fracture numérique → Il faut REHUMANISER les services publics

### La formation :

Valoriser davantage l'apprentissage, à tous les niveaux.

Valoriser le droit à l'erreur, à l'expérimentation. L'échec est aussi source d'apprentissage. Favoriser les passerelles entre filières (techniques ↔ généralistes). D'autant plus avec la forte évolution des métiers, informer sur les débouchés, les nouveaux métiers, les évolutions des métiers...

Favoriser l'acquisition du français POUR TOUS, sans lésiner sur les moyens pour ce faire.

Favoriser les liens école/familles/parents

### Divers :

- les associations endossent le rôle des services publics lorsqu'elles accueillent de nombreux jeunes en emplois aidés ; ce sont des périodes de transition où les jeunes se forment (et se transforment), où les jeunes apprennent, gagnent en « employabilité » → il faut le valoriser mieux, et, a minima, y apporter des formes de reconnaissance institutionnelle
- Les jeunes sont en défiance par rapport aux élus et institutions → Il faut donc développer les espaces publics favorisant la rencontre, et les opportunités de débat, de confrontation...

## UNE TABLEE JUSTICE SOCIALE ET TERRITORIALE

Pourquoi la jeunesse est absente de ce grand débat ? les jeunes manquent de confiance en les adultes qui ne doivent pas parler à leur place.

**Pistes :**

- Permettre l'apprentissage du débat à l'école ; inclure de l'éducation à l'esprit critique à l'école
- Droit de vote des étrangers hors communauté européenne aux élections locales

Par ailleurs, il n'est pas rare de trouver des jeunes exclus totalement de la société, qui font la manche, qui sont à la rue, qui sont marginaux

**Pistes :**

- Lever des freins à l'accès à l'emploi
- Gratuité des transports en commun
- Préserver l'accès facile aux services publics

Par ailleurs : frilosité bancaire dénoncée

## UNE TABLEE TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE

Faire baisser les émissions de CO2, en cherchant les impacts rapides, voire immédiats

### Pistes :

- Investir massivement dans le développement des filières ad hoc, telles qu'autour du recyclage (créateur d'emplois)
- Investir dans la recherche et les technologies ad hoc, pour les perfectionner, et en réduire leur production de CO2 dans la chaîne de production
- Investir massivement sur la rénovation de logements par des subventions
- Lors d'investissements, prévoir des aides aux amortissements pour ce qui concerne les technologies vertueuses mais coûteuses
- Développer des transports en commun efficaces, rapides, bien maillés
- Rapprocher les zones d'habitat des zones d'activité
- Imaginer des incitations, des contraintes législatives, pour mettre fin aux lumières allumées 24H/24 dans les communs

Pour permettre aux (petits) consommateurs de consommer + écologique, de développer des comportements vertueux (en terme d'écologie) et d'être moins lésés :

### Pistes :

- Prévoir des abonnements par paliers (plutôt que fixes)
- Créer un abonnement énergétique à 3KW/h pour motiver la réduction de consommation
- Imaginer une taxation « verte » sur les produits « verts » (ex : ampoules LED...)
- Développer l'information sur les aides, par des interlocuteurs de confiance... (ADEME ?...)
- Inciter à de nouvelles façons d'habiter et de vivre : partage d'espaces communs en immeuble (type buanderies, voire pièce de réception...), de biens communs (voiture, covoiturage...)
- Inciter à des pratiques individuelles et collectives du type : composteurs (partagés) ; jardins (partagés et/ou citoyens...)
- Flécher le fruit des écotaxes et autres taxe carbone vers l'accompagnement des ménages les moins favorisés

### Divers :

- Dans les logements privés locatifs, nous identifions 2 freins à l'amélioration des performances énergétiques : les propriétaires âgés, et les propriétaires non-occupants
- Veiller à ne pas appliquer des solutions miracles partout, de manière indifférenciée. Prendre en compte les spécificités territoriales, en pesant les avantages et inconvénients

Pour le CCV,  
vendredi 15 mars 2019



Avec le soutien de



## DOLEANCES

(contribution écrite d'un membre du CCV, absent à la rencontre)

Le président doit arrêter ses paroles humiliantes et blessantes qui sont adressées aux Français, sans oublier des sorties verbales peu appréciées à l'étranger lors de voyages officiels et qui indisposent les dirigeants de ces pays là.

Peu de temps après son arrivée au pouvoir il déclare qu'il va falloir rembourser une taxe aux entreprises, que cela va coûter cher et que c'est la faute de la précédente équipe. Mais il en faisait partie, il était au commande. Le mea-culpa il ne connaît pas mais surtout ne veut pas reconnaître. Cela suffit, il veut toujours donner des leçons aux français et aux autres, même les dirigeants étrangers ! Monsieur je sais tout, qui veut tout le temps être le Maître. Cela suffit, hautain et fier, il ne peut que générer de l'animosité contre lui.

Que penser des promesses non tenues et des retours en arrière sous le poids des lobbys de ses amis par rapport aux pesticides et autres sujets !!

Il dit qu'il faut faire des économies mais ; engage des travaux coûteux à l'Elysée, construction d'une piscine au bord de la mer, voyage en avion pour faire environ 100Km.....

**On va reprendre entre autre dans tout ce qui a été vu dans la presse (qui ne raconte pas n'importe quoi)**

On pourrait évoquer la campagne présidentielle très agressive, au point de ne payer quasiment rien par rapport aux concurrents pour des prestations identiques ; mais la justice rattrape un jour et prend par le bout de la culotte et cela fait mal.

Que dire des ministres pris dans des affaires ainsi que des collaborateurs de haut niveaux avec des soucis d'éthique par rapport à leurs fonctions, et que penser d'un ministre de l'intérieur qui fréquentait les voyous dans sa jeunesse ? Tout cela alors qu'on veut être exemplaire !! On dit toujours qu'il faut commencer à balayer devant sa porte !!

Les adeptes de LREM, « (on dirait presque une secte avec le grand gourou) », ne se sentent plus pisser et ne veulent pas écouter car il ne faut pas oublier que le fait d'**AVOIR ETE ELU DE FACON LEGITIME NE CONFERE PAS LA QUALITE D'AVOIR LES BONNES REponses ET LES BONNES SOLUTIONS!** et un peu plus d'humilité ne ferait de mal à personne. Tous sont concernés par cette attitude hautaine et méprisante de personnes imbues d'elles-mêmes (Le Président en premier!) et c'est extrêmement agaçant !!

En Mai 1968, dans les manifs c'était chaud : les pavés volaient, des barricades... mais le pouvoir en place de l'époque était intelligent et a compris la colère et en 1 mois, grâce aux Accords de Grenelle, tout était réglé.

Et maintenant on a affaire à des gens qui ne voulaient rien entendre et faisaient les sourds donc les colères se sont multipliées et le lancement de ce débat n'est pas vraiment génial dans la mesure où des thèmes ont été imposés et que l'analyse de tout cela va prendre beaucoup de temps, trop de temps et que va t-il en sortir ? Si la montagne accouche d'une souris et que c'est désillusion, déception et frustration, la colère exprimée depuis mi-novembre sera vraiment alors beaucoup plus forte.

De la même façon les abus de la police déclenchent maintenant de la vengeance et c'est humain, presque normal.

Dans la constitution il y a la séparation des pouvoirs mais là on voit que tout a été verrouillé et cadenassé. **Celui qui a pris la clé doit la rendre et la rendra !**

## **ASSEZ DES MENSONGES D'ETAT**

**La loi alimentation** censée mieux rémunérer les agriculteurs :  
qui va leur apporter l'argent ?

Pour le café et le chocolat, il n'y a pas d'agriculteurs en France, ni en Europe cela se passe en Afrique et Amérique latine : qui va leur apporter l'argent ?

Ce sont les enseignes qui vont se remplir les poches, et toujours les petites gens avec peu de moyens qui auront encore plus de difficultés avec cette augmentation de 4% et plus sur des premiers prix.

**Le passage à 80km/h :**

Le message de la prévention routière » A 80KM/h le choc est 2 fois moins violent »  
C'est faux !

**BENALLA**

Il a été couvert en haut lieu, et plein de mensonges et de scandales révélés par la commission d'enquête du Sénat ; Ce Monsieur mérite la prison et grosses amendes, et il est libre : quelle honte ! Une Justice et une police à 2 vitesses, comme le disait déjà Michel Sardou dans une de ses chansons

**La police :**

Ils ne savent pas récupérer un fiché S ( l'auteur de l'attaque de Strasbourg), par contre ils interpellent des gens qui s'apprêtent à aller manifester. Trop facile !

Un Préfet de Police de Paris disait il y a bien longtemps : « la sécurité n'est pas que l'affaire de la Police et de la Gendarmerie, c'est aussi l'affaire des citoyens ». Prenons le au mot : si la police n'est pas capable ou n'a pas le temps pour les Fichés S et tous les islamistes de tout poil qui nous font courir des dangers, eh bien les citoyens pourraient s'en charger !!

Ils utilisent des armes contestées : les grenades et les lanceurs de balles, on est quasiment les seuls à les utiliser encore en Europe, mais il y a du stock : il faut l'utiliser.. ! Je dis stop. Et si l'Europe ainsi que l'ONU s'en mêlent et demandent des explications cela n'est pas pour rien.

Les violences policières cela suffit car en fait maintenant tout cela a engendré de la haine, de la vengeance !! Terminée l'ambiance 11 Janvier 2015. En restant sourd trop longtemps le pouvoir en place a laissé pourrir la situation et comme on dit « qui souffle le vent récolte la tempête »

Les images tout le monde les voit : le danger que représentait la personne handicapée en fauteuil qui veut contourner la manif et la police armée et harnachée qui lui enlève ses lunettes et le gaze en plein visage, c'est de la violence gratuite. L'état est responsable et le policier est coupable il doit être condamné. Stop aux abus de pouvoir !

Quand on pense que dans les commissariats ils refusent de prendre des plaintes !!

La police a ralé un peu, ils ont eu tout de suite de l'argent, mais quand ce sont les enseignants et les hospitaliers qui râlent : ils n'ont rien/ et si ce sont les gardiens de prison suite à agression ils sont délogés avec gaz lacrymogènes par la Police : qu'elle est belle notre France ainsi !!! Lamentable !

**L'HOPITAL**

Et l'hôpital, c'est un gros souci partout ! L'hôpital est malade. On a voulu le transformer en entreprise, c'est une erreur ! On y gère de l'humain avec de l'humain et les outils ne sont là que pour aider à faire du bon travail. L'école, la police, la justice c'est pareil : c'est de l'humain. Pour l'hôpital maintenant plus rien ne se décide localement, ou bien ce sont les ARS, « la voix de son maître » qui ne sont que l'émanation directe du Ministre !

De toute façon c'est bien connu que les décideurs ne sont que rarement utilisateurs de leurs mesures prises donc voient peu le résultat négatif de leurs décisions !

## **CHOMAGE :**

A pole emploi ils rigolent à propos de trouver du travail en traversant la rue. Il serait question de contrôler un peu plus les chômeurs, ils le sont déjà, et c'est connu qu'il n'y a pas de travail pour tous.

## **LES REGIONS**

Soit disant pour faire des économies. Que dalle !

On nous a imposés le GRAND EST sans nous demander notre avis. Dans un mariage forcé, et surtout s'il est à 3, il manque une chose pour que cela fonctionne, c'est l' ENVIE !

Les deux départements d'Alsace vont fusionner et une majorité d'alsaciens veulent retrouver leur Alsace , alors **Oui au divorce** et la Lorraine et la Champagne Ardennes vont rester ensemble.

## **VIVRE OU SURVIVRE**

Question fondamentale (mais qui ne se pose pas) de beaucoup qui n'arrivent pas à joindre les 2 bouts. La baisse de l'APL a engendré pour certains une sortie des prestations, la CAF ayant un plancher en dessous duquel elle ne donne rien ! Mais les décideurs ne savent pas, « à croire qu'ils vivent dans leur petit monde, dans la tour d'ivoire ! » c' »est comme le coût du pain au chocolat ou autres choses, ceci ayant été montré partout dans les médias !

## **LES ROUTES**

Maintenant même sur le territoire de la Metropole du Grand Nancy, les routes ne sont majoritairement plus éclairées et on voit bien les poteaux d'éclairage qui demeurent éteints ; on est donc obligés de rouler plein phares et on en prend mutuellement plein les mirettes !

## **SERVICES PUBLICS**

Al'abandon ! On ferme des bureaux de poste en ville, même importants et qui ont beaucoup de clients. NANCY, en janvier 2019, angle Quai de la bataille-Avenue Général Leclerc. Les personnes âgées mêmes voisines devront aller dans une autre poste ou un bureau de tabac éloigné, et pas celui à 50m de la poste, selon le facteur et la tournée. C'est n'importe quoi !

Que dire des lignes SNCF qui ferment et des réseaux de transports en commun pas toujours performants !